Marchés agricoles, le grand brouillage

Céréales Les financiers dictent encore les prix mondiaux

Pierre-Alexandre Sallier

Les participants s'en défendent. Mais comment ne pas voir dans la conférence Global Grain, installée la semaine dernière dans un grand hôtel genevois, un contre-sommet répondant à celui sur la crise alimentaire, tenu au même moment par les Nations unies? Pas de risque de manifestation altermondialiste: les 800 participants ne parleront pas de la faim dans le monde, un problème «politique» à leurs yeux. Derrière leurs paroles prudentes, l'un des principaux problèmes affectant les marchés de denrées agricoles remonte pourtant à la surface: l'influence des institutions financières.

Pourquoi Dan Basse, le responsable du bureau de prévision américain AgResource, assure-t-il que «le marché des céréales ne va pas faire du surplace en 2010 et sera marqué par des fluctuations rappelant 2008», alors que l'ampleur des stocks mondiaux de céréales promet le contraire? Parce que, sur les bourses aux grains, ces commerçants se sentent un peu seuls; au milieu des «hedge funds», des banques spéculant pour leur propre compte, des caisses de retraite, des épargnants jouant avec les fonds ETF... Au total 250 milliards de dollars sont actuellement placés sur l'ensemble des matières premières. Alors que 80 milliards suffisent à acheter la dernière récolte mondiale de blé, maïs, soja.

Le poison du «carry trade»

Cette frénésie battra son plein en janvier, lorsque ces institutions financières réalloueront l'argent de leurs clients. «En ce moment, les fonds vendent ce qui est cher – le pétrole – et achètent des grains bon marché», décrit Xavier Patry, responsable de l'antenne genevoise de la firme de négoce Lansing. Ce qui explique le rebond de 25% du cours du blé en deux mois... en dépit de l'abondance des moissons. Un effet collatéral de l'abaissement à zéro des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Destinée à relancer la première économie mondiale, cette mesure

offre d'énormes opportunités de «carry trade»: les banques obtiennent des dollars pour rien et achètent à tour de bras de l'or, du pétrole, du blé, du maïs.

Quitte à ce que cette avalanche d'argent brouille la raison d'être de ces marchés à terme: s'assurer d'un prix à l'avenir en reportant le risque de fluctuation sur d'autres intervenants. A Chicago, «sur certains contrats sur le blé, il n'y a plus de convergence entre le prix à terme et celui au comptant lors de la livraison, ce qui met à mal tout le système», reconnaît Xavier Patry.

Pratiques «malhonnêtes»

«Les fondamentaux ne jouent plus de rôle dans l'évolution des marchés» constate Bernard Kurnser, patron d'Agrocean, une petite firme de négoce de Nyon. Cet ancien du groupe André observe un «changement d'éthique dans ce métier». Auparavant, «c'était parole contre parole: si les prix bougeaient entre le contrat et sa livraison, personne ne disait rien, on encaissait les pertes». Mais avec les fluctuations actuelles, «ces variations peuvent atteindre 1 ou 2 millions de dollars sur un contrat, conduisant vos interlocuteurs à revenir sur leur parole». Constat similaire de Loïc Desselas, président

de Soufflet Négoce, entité du géant français de la meunerie achetant 4 millions de tonnes de grains par an. «Cette volatilité rend les contreparties peu fiables, encourage des pratiques malhonnêtes dont certaines sociétés ne se relèvent pas.»

Tous rechignent pourtant à faire le procès de la «spéculation». «Les prix finissent tôt ou tard par refléter la réalité: récoltes, déficits, météo...», assure Xavier Patry. Pour Loïc Desselas, elle reste «inhérente au métier des négociants», qui achètent une cargaison à un moment, la revendent à un autre.

Le problème est sémantique: le terme «spéculation» recouvre indifféremment les paris des hedge funds, les investissements de fonds de pension ou les opérations de couverture des négociants. Et comment qualifier les actions des fonds d'investissement «maison» des multinationales du négoce?

Le régulateur reste dépassé

Depuis un an, la CFTC – le gendarme des marchés à terme américains – tente de faire le ménage. Et menace de limiter les interventions des financiers sur les bourses aux grains. «Une grosse partie des échanges se font de gré à gré, hors de ces marchés», tempère Xavier Patry. Organisateur du congrès

Global Grain, James Dunsterville se fait plus fataliste. «Cela sera très dur de restreindre l'activité de fonds ou de grandes banques comme Goldman Sachs, qui ont déjà intégré ces changements de règles et trouvé les moyens de les

contourner.» Ces institutions sont donc appelées à perturber de manière durable la fixation des prix alimentaires. Quitte à menacer les populations les plus fragiles; celles dont l'essentiel des revenus est consacré à ces denrées de base.

«2010 sera l'année du maïs», pas celle du fret

Les tensions resteront fortes sur le maïs, contrairement au blé, et au soja. Les tarifs maritimes resteront déprimés

Depuis deux mois, les fonds d'investissement rachètent en masse des contrats sur le blé. Un pari étonnant, alors que les surplus de production atteignent le quart des récoltes annuelles mondiales.

Au sommet Global Grain, Dan Basse, analyste du bureau AgResource, a prévenu que «2010 sera surtout l'année du maïs». Son équation? Des besoins jamais as-

souvis, biocarburants obligent. Et des rendements qui plafonnent – les OGM n'ont pas tenu leurs promesses – font reposer l'accroissement des récoltes sur l'ensemencement de nouvelles terres en Amérique latine et dans l'ex-URSS. «Les marchés vont porter leur attention sur ces deux régions: la moindre sécheresse se traduira par des hausses brutales des cours mondiaux», avertit le gourou.

Sur le soja, Clément Gautier, analyste au sein de la maison parisienne Plantureux, rappelle que «de grosses récoltes sont attendues». Sans compter que la Chine pourrait ralentir ses achats, ayant reconstitué ses stocks ces deux der-

nières années, ce qui ne devrait guère faire monter les cours.

Quid du fret maritime? Le commerce de céréales mobilise chaque année 5000 bâtiments de taille Panamax, l'équivalent de deux mois d'utilisation de la flotte mondiale.

Afflux de nouveaux navires

Après avoir connu un véritable boom depuis 2004, les tarifs d'affrètement se sont effondrés. Les navires Panamax, qui se louaient jusqu'à 950 000 dollars par jour, ont été offerts gratuitement aux heures les plus noires de la crise. «Le client se contentait de payer le mazout pour les déplacer», témoigne Chris Tsirikos, spécialiste de la firme PwC

au port du Pirée, présent à la conférence sur les céréales.

Ces dernières semaines, les tarifs sont remontés vers 35 000 dollars par jour. A en croire Chris Tsirikos, cette embellie, liée au récent rebond des marchés de matières premières, ne devrait guère perdurer en 2010. Les nouveaux navires commandés en masse durant les années de boom vont être mis à flot en 2010 et 2011. «On parle d'un accroissement de 50% du tonnage pour les Panamax», précise l'expert grec. Et avec des prix de la ferraille inférieurs de deux tiers à leurs sommets, mettre à la casse les plus anciens vraquiers n'est guère une option rentable. **P.-A.S.**